



Marché des Titres Publics
www.UMOATitres.org

LES EMETTEURS



UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

www.umoatitres.org
Boulevard Général de Gaülle
Direction Nationale BCEAO
BP 4709 Dakar RP-Sénégal

Sommaire

☑ Bénin	4
☑ Burkina Faso	6
☑ Côte d'Ivoire	8
☑ Guinée-Bissau	10
☑ Mali	13
☑ Niger	15
☑ Sénégal	18
☑ Togo	21

PREAMBULE

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été créée par le Traité signé à Dakar le 10 janvier 1994 par les Chefs d'État et de Gouvernement des sept pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun l'usage d'une monnaie identique le FCFA.

Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Le Traité est entré en vigueur le 1er août 1994, après sa ratification par les États membres. Le 02 mai 1997, la Guinée-Bissau est devenue le 8ème État membre de l'Union.

Dans le cadre de la modernisation des instruments de financement des économies de l'Union, les marchés financiers ont été identifiés par les Autorités de l'Union comme une source de financement du développement à privilégier. Cette décision a consacré le marché financier régional comme l'une des principales sources de financement des besoins croissants des États membres.

Dans cette perspective, en vue de dynamiser le Marché des Titres Publics et de doter les Etats de l'ensemble de l'accompagnement nécessaire, le Conseil des Ministres de l'UMOA, par Décision N°CM/UMOA/006/05/2012, a autorisé le Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à créer une agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics des États de l'UMOA dénommée « UMOA-Titres ».

Sur la base de cette Décision du Conseil des Ministres, le Gouverneur de la BCEAO a procédé à la création de UMOA-Titres (UT) le 15 mars 2013, sous la forme d'un établissement public international doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

BÉNIN



Bref aperçu



Population :
10 008 749 habitants
(source : Recensement général 2012)

Superficie :
114 763 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Régime Présidentiel

Capitale : **Porto-Novo**

Plus de **50%** de la population
du **Bénin** ont moins de **18 ans**
(source : INSD 2016)



Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	6,0
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	2,1
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-4,4	-4,3	-2,9	-0,5	-4,7	-3,6
Taux d'investissement (en %)	20,3	24,2	26,2	25,6	25,6	27,9
Solde courant (en % du PIB)	-6,8	-7,3	-4,6	-4,0	-6,8	-6,8
Dette globale (en % du PIB)	35,9	39,6	41,1	41,2	45,4	47,7

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- En dépit des effets néfastes de la pandémie de la COVID-19 sur l'activité économique, le taux de croissance du Bénin est ressorti à 3,8% en 2020 après 6,9% en 2019. La croissance devrait s'accélérer à partir de 2021 avec un taux de croissance réel du PIB projeté de 6,0%. Le pays devrait renouer avec ses performances d'avant la COVID-19 à partir de 2022 où le taux de croissance pourrait atteindre 7,0%. La dynamique de croissance du Bénin est soutenue par l'opérationnalisation du Programme de Croissance pour le Développement Durable (PC2D 2018-2021), l'une des deux phases du Plan National de Développement (PND 2018-2025), dont les premières années de mise en œuvre ont été marquées par une accélération de la croissance.
- L'inflation au Bénin demeure contenue dans la norme communautaire de UEMOA de 3%. Sur la période 2015-2019, le taux d'inflation est ressorti en dessous de 2,0%. En 2020, le taux d'inflation a atteint 3,0% en 2020. Selon les projections, il s'établirait à 2,1% en 2021.
- Le déficit budgétaire s'est réduit progressivement sur la période 2016-2019 en passant de 4,4% du PIB en 2016 à 4,3% du PIB en 2017 avant de s'établir en dessous de la norme communautaire de 3% en 2018 et 2019. Le solde budgétaire s'est détérioré en 2020 avec un déficit budgétaire estimé à 4,7% du PIB après 0,5% du PIB un an plus tôt en lien avec la hausse des dépenses totales et prêts nets plus importante celles des ressources budgétaires consécutives à la COVID-19. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer en 2021 en s'établissant à 3,6% du PIB.
- S'agissant du déficit du compte courant, il s'est établi à 6,8% du PIB en 2020 après 4,0% en 2019. En 2021, il devrait rester stable par rapport à 2020 s'établissant à 6,8% du PIB.
- Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le ratio encours de la dette publique sur PIB s'est établi 45,4% en 2020 contre 41,2% en 2019 du fait de la hausse du déficit budgétaire. Selon les projections du Fonds, il ressortirait à 47,7% en 2021. Il devrait baisser à partir de 2022 en lien avec la réduction du déficit budgétaire.
- En plus de la stabilité politique dont il bénéficie, le Bénin possède plusieurs avantages structurels. Il s'agit notamment :
 - o d'un port maritime utilisé par plusieurs pays enclavés ;
 - o d'une proximité avec le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest, notamment à travers les activités de réexportation ;
 - o d'un ancrage stable de sa monnaie à l'euro ;
 - o d'un programme économique cohérent et ambitieux.

BURKINA FASO



Bref aperçu



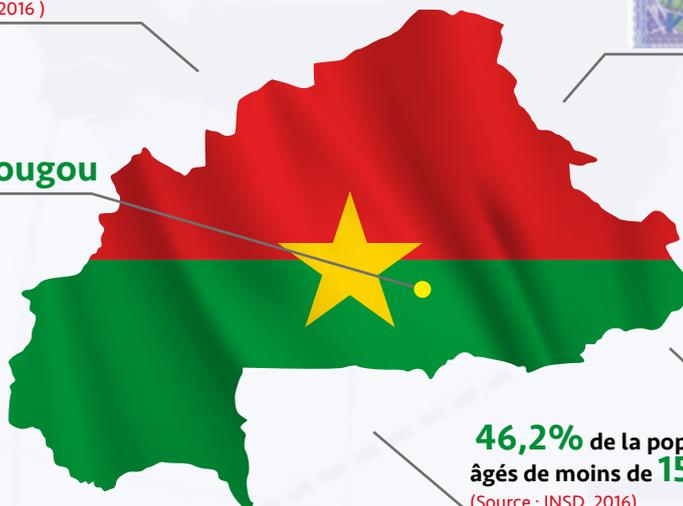
Population :
19 034 397 habitants
(source : INSD 2016)

Superficie :
274 200 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Ouagadougou**



Régime Présidentiel

46,2% de la population
âgés de moins de **15 ans**
(Source : INSD, 2016)

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	6,0	6,2	6,7	5,7	2,5	5,1
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	2,3
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-3,0	-6,9	-4,3	-3,2	-5,3	-5,2
Taux d'investissement (en % du PIB)	20,8	22,1	22,7	21,9	22,7	22,8
Solde courant (en % du PIB)	-6,1	-6,4	-4,1	-3,1	3,2	-0,2
Dettes globale (en % du PIB)	33,3	33,5	37,7	42,7	44,3	46,8

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- Malgré le défi sécuritaire auquel fait face le Burkina Faso, le pays a affiché un taux de croissance moyen de plus de 6,0% sur la période 2016-2019 à la faveur de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020). La croissance de l'activité économique a ralenti en 2020 s'établissant à 2,5% contre 5,7% en 2019 imputable aux effets néfastes des crises sanitaire et sécuritaire. La croissance devrait s'accélérer en 2021 en s'établissant à 5,1%. Le Burkina Faso s'est doté en juillet dernier d'un référentiel national de développement 2021-2025 dénommé PNDES-II. Avec un coût total estimé à 19 030,7 milliards de FCFA, la phase II du PNDES a pour objectif général de rétablir la paix et la sécurité, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie burkinabè pour une croissance forte, durable et inclusive.
- A l'instar des autres Etats membres de l'Union, l'inflation reste maîtrisée au Burkina Faso. Le taux d'inflation du pays est ressorti à 1,9% en 2020 contre -3,2% en 2019. Le taux d'inflation serait également en hausse en 2021 avec un niveau projeté de 2,3%.
- Le secteur tertiaire représente plus de la moitié de l'économie burkinabè, sa contribution à la croissance a été négative en 2020 après +4,8 points de pourcentage en 2019. La croissance de l'activité économique en 2020 a été portée par les secteurs primaire et tertiaire avec une contribution de 1,3 point de croissance chacun en hausse respectivement de 0,9 et 0,8 points par rapport à 2019.
- La dynamique des secteurs primaire et secondaire est entretenue respectivement par la production agricole et celle de l'or. Le secteur agricole constitue un secteur stratégique pour le Burkina Faso. Il emploie près de 80% de la main d'œuvre et est source de devises pour le pays. Par ailleurs, le pays est l'un des principaux importateurs et producteurs africain de coton. Quant à l'or, il est devenu le premier produit d'exportation du Burkina devant le coton depuis 2009.
- En raison de la hausse des dépenses d'investissement imputable à la mise en œuvre de la première phase du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) et la hausse des dépenses courantes, le déficit budgétaire rapporté au PIB s'est situé au-dessus de la norme communautaire de 3,0% sur la période 2016-2019. Toutefois, le solde budgétaire a connu une amélioration en 2018 et 2019 avant de se détériorer en 2020 en ressortant -5,3% du PIB contre -3,2% du PIB en 2019. Cette détérioration s'explique par l'impact de la COVID-19 sur la mobilisation des recettes et la hausse des dépenses courantes. Une légère amélioration du solde budgétaire est attendue en 2021.

CÔTE D'IVOIRE



Bref aperçu



Population :
22 671 331 habitants
(source : INSD 2016)

Superficie :
322 463 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Yamoussoukro**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	7,2	7,4	6,9	6,2	2,0	6,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,7	0,4	0,6	0,8	2,4	3,3
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-3,0	-3,3	-2,9	-2,3	-5,6	-5,5
Taux d'investissement (en % du PIB)	21,7	20,1	21,2	20,1	20,7	22,2
Solde courant (en % du PIB)	-0,9	-2,0	-3,6	-2,3	-3,4	-4,3
Dette globale (en % du PIB)	35,6	36,9	40,1	41,2	45,7	46,3

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- Premier producteur mondial de cacao et quinzième producteur mondial de café, la Côte d’ivoire possède de nombreuses potentialités pour plusieurs autres produits d’exportations (caoutchouc, noix de cajou, palmier à huile, etc.). Le pays dispose d’un secteur secondaire en plein essor ces dernières années et d’un secteur tertiaire prépondérant dans l’économie du pays.
- Avec une croissance moyenne de près de 7,0% enregistrée sur la période 2016-2019 et une inflation maîtrisée, la Côte d’ivoire fait partie des économies les plus dynamiques de l’Afrique Subsaharienne. L’activité a ralenti en 2020 avec un taux de croissance estimé à 2,0% après 6,2% en 2019 en lien avec l’impact négatif de la COVID-19 sur l’activité. Une accélération du rythme de croissance de l’activité économique est attendue en 2021 à la faveur de la reprise de l’économie mondiale et d’une conjoncture interne favorable. Le taux de croissance se situerait à 6,5% en 2021.
- Le déficit budgétaire s’est amélioré en 2018 et 2019 en ressortant en pourcentage du PIB en dessous de la norme communautaire de 3,0% due à une amélioration de la mobilisation des recettes au cours de ces deux années et à la maîtrise des dépenses courantes. En 2020, le déficit budgétaire rapporté au PIB a augmenté de 3,3 points de pourcentage s’établissant à 5,6% du PIB en lien avec les conséquences de la crise sanitaire actuelle. En 2021, le déficit budgétaire représenterait 5,5% du PIB.
- Quant au solde de la balance des transactions courantes, il est ressorti à -3,4% du PIB en 2020 contre -2,3% du PIB en 2019. Le déficit de la balance courante devrait également se dégrader en 2021. La hausse des importations de biens d’équipement en lien avec les investissements réalisés dans le cadre du Plan National de Développement combinée à l’impact de la COVID-19 pourrait expliquer la dégradation du solde de la balance des transactions courantes.

GUINÉE-BISSAU



Bref aperçu



Population :
1,844 millions habitants

(source : Banque Mondiale)

Superficie :
36 125 km²

Langue officielle : **Portugais**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Bissau**



Régime Présidentiel

50,2% de la population
entre **15 et 35 ans**

(source : Ministère de la Santé publique)

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	5,4	4,7	3,4	4,5	-1,4	3,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	1,5	1,0	0,4	0,2	1,5	1,8
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-5,4	-1,4	-4,4	-3,6	-9,1	-3,7
Taux d'investissement (en % du PIB)	16,6	17,5	11,2	14,6	13,8	15,1
Solde courant (en % du PIB)	1,4	0,3	-2,9	-8,4	-4,8	-4,6
Dette globale (en % du PIB)	57,0	50,0	59,2	66,9	78,1	78,1

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- En raison de l'impact négatif de la COVID-19 sur l'activité économique, le PIB de la Guinée-Bissau s'est contracté de 1,4% en 2020 après une croissance de 3,4% et 4,5% respectivement en 2018 et 2019. Cette contraction est imputable à la baisse de l'activité dans le secteur tertiaire à la suite de la mise en place des mesures de restrictions dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. A la différence des secteurs primaire et secondaire qui ont connu un ralentissement en 2020, l'activité dans le tertiaire a reculé de 4,6% en 2020 après une hausse de 5,9% en 2019. La reprise de l'activité est attendue en 2021 avec une hausse du PIB projetée de 3,3%.
- A l'instar des autres Etats membres, l'inflation en Guinée-Bissau demeure à un niveau relativement bas et en dessous de la norme communautaire de 3,0%. Le taux d'inflation dans le pays est resté inférieur à 2,0% au cours des cinq dernières années. Il a connu une baisse progressive sur la période 2016-2019 passant de 1,5% en 2016 à 0,2% en 2019. Il a augmenté en 2020 pour s'établir à 1,5% et devrait atteindre 1,8% en 2021.
- L'économie de la Guinée-Bissau est tributaire des performances de l'agriculture et de la pêche. Le pays est le sixième producteur mondial de noix de cajou. Ce produit constitue la principale source de devises et d'exportation du pays. Le pays dispose aussi d'un potentiel inexploité : des ressources minières importantes, des sols fertiles, la possibilité de développer les secteurs du tourisme et de la pêche.
- Le solde budgétaire de la Guinée-Bissau s'est dégradé en 2020 du fait des effets néfastes de la crise sanitaire avec un déficit estimé à 9,1% du PIB contre 3,6% du PIB et 4,4% du PIB respectivement en 2019 et 2018. Cette détérioration est imputable à la baisse des recettes budgétaires liée à la COVID-19 et le coût des mesures d'urgence pour faire face à la pandémie notamment la mise en place d'un plan de riposte d'un coût global de 47,0 milliards de FCFA. Le déficit budgétaire devrait s'améliorer en 2021 avec des perspectives économiques plus favorables.
- Selon le FMI, le taux d'endettement de la Guinée-Bissau a atteint 78,1% en 2020 après 66,9% en 2019 du fait du creusement du déficit budgétaire et de la contraction du PIB en 2020. Le taux d'endettement devrait rester stable à 78,1% en 2021. Cette hausse du taux d'endettement s'explique par la détérioration du solde budgétaire en lien avec



la poursuite des investissements prévus dans le cadre du plan « Terra Ranka , 2015-2020) combinée aux effets néfastes de la COVID-19. Selon les projections du FMI, le taux d'endettement devrait baisser à partir de 2022 et se situer en dessous de la norme communautaire de l'UEMOA à l'horizon 2025.

- La Guinée-Bissau s'est doté en 2015 d'un nouveau référentiel de développement dont la mise en œuvre couvre la période 2015-2025 : la vision Guinée-Bissau 2025. La première phase de ce programme connue sous le nom « Terra Ranka, 2015-2020 » est mise en œuvre sur la période 2015-2020. Le plan « Terra Ranka » vise essentiellement les objectifs suivants :
 - le maintien de la stabilité politique ;
 - la mise en œuvre de réformes de l'administration publique et l'amélioration de la gestion des finances publiques ;
 - le renforcement des capacités institutionnelles ;
 - la mise en place d'une politique de diversification de l'économie en particulier l'agriculture ;
 - le renforcement des investissements sur les infrastructures.

MALI



Bref aperçu



Population :
17 600 000 habitants

(source : Observatoire de la Santé Mondiale 2015)

Superficie :
1 241 231 km²

47% de la population
agés de **moins de 15 ans**

(Observatoire de la Santé Mondiale 2015)

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Bamako**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,2	4,6
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-1,8	2,2	1,9	-3,0	0,5	3,2
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-3,9	-2,9	-4,7	-1,7	-5,5	-5,5
Taux d'investissement (en % du PIB)	24,0	21,6	20,5	22,5	21,7	21,8
Solde courant (en % du PIB)	-7,2	-7,9	-4,9	-7,5	-0,9	-4,9
Dette globale (en % du PIB)	35,9	35,5	36,1	40,5	44,2	46,1

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- Le Mali possède un potentiel remarquable dans les secteurs agricole et minier. Troisième producteur d'or en Afrique après l'Afrique du sud et le Ghana, le nombre de sociétés minières au Mali est passé de 8 sociétés en 2015 à 10 en 2018. La production d'or du pays est passée de 46,5 tonnes en 2017 à plus de 60 tonnes en 2018. La production industrielle d'or a atteint 65,7 tonnes en 2019 en progression de 7,0% par rapport à 2018. Classé premier producteur de coton en Afrique depuis plusieurs années, la production de Coton au Mali a atteint 750 000 tonnes en 2018 contre 728 645 tonnes en 2017. Elle a augmenté de 10,9% en 2019 pour atteindre 771 750 tonnes. L'or et le coton sont les principaux produits d'exportation du Mali et ont représentés près de 95,0% des exportations en 2019.
- Malgré la crise que connaît le Mali, l'économie du pays a enregistré une croissance moyenne de 5,2% sur la période 2016-2019 tirée par les bonnes productions d'or et de coton. En 2020, l'économie Malienne a été fragilisée par les conséquences de la crise sanitaire actuelle et les effets néfastes de la crise sociopolitique récente. L'activité économique a reculé de 1,2% après une hausse de 4,8% en 2019. L'activité économique devrait rebondir en 2021 avec une croissance attendue de 4,6% à la faveur de la maîtrise de la crise sanitaire et l'apaisement du climat socio-politique.
- Le déficit budgétaire du Mali rapporté au PIB est passé de 1,7% en 2019 à 5,5% en 2020, soit une hausse de 3,8 points de pourcentage. Cette hausse du déficit budgétaire s'explique par la faible progression des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses courantes consécutives à la pandémie de la COVID-19. En raison de la persistance des effets de la crise sanitaire sur les finances publiques, le déficit budgétaire rapporté au PIB se maintiendrait à 5,5% en 2021.
- Avec un taux d'endettement moyen de 37,0% sur la période 2016-2019, le Mali fait partie des Etats les moins endettés de la zone UEMOA. En 2020, le taux d'endettement du pays est ressorti à 44,2% en hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à 2019 et devrait s'établir à 46,1% en 2021 du fait des répercussions de la COVID-19 sur les finances publiques.

NIGER



Bref aperçu



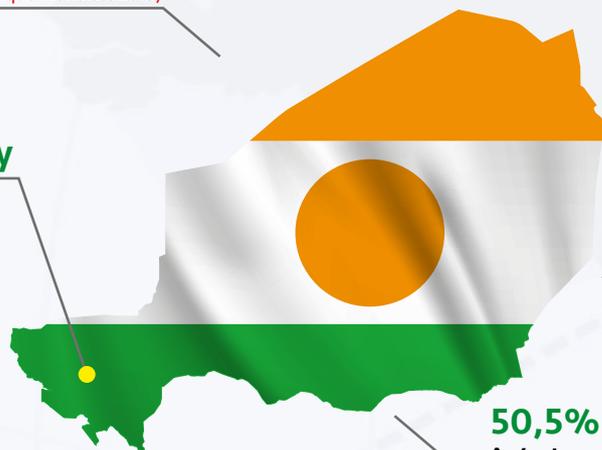
Population :
19 899 120 habitants
(source : Banque Mondiale 2015)

Superficie :
1 267 000 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Niamey**



Régime **semi-présidentiel**



50,5% de la population
âgés de moins de **15 ans**
(source : Banque Mondiale 2015)

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	5,7	5,0	7,2	5,9	3,6	5,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,2	0,1	2,8	-2,5	2,9	3,3
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-4,4	-3,7	-3,0	-3,6	-5,3	-6,9
Taux d'investissement (en % du PIB)	27,5	26,0	29,0	30,6	31,2	34,2
Solde courant (en % du PIB)	-11,4	-11,4	-12,7	-12,2	-13,2	-14,8
Dettes globales (en % du PIB)	32,8	36,5	36,9	39,8	44,2	44,5

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- Quatrième producteur mondial d'uranium, le Niger est depuis 2011 producteur de pétrole brut. Ces deux produits constituent les principaux produits d'exportations du pays.
- En dépit du ralentissement observé en 2019 et 2020, l'activité économique a plutôt été bien orientée au Niger au cours des cinq dernières années avec une croissance moyenne estimée à 5,5% sur la période 2016-2020. En 2020, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 3,6% après à 5,9% en 2019. Les perspectives de l'économie nigérienne demeurent favorables à moyen terme avec une accélération de la croissance attendue à partir de 2021 où le taux de croissance se situerait à 5,5%. Cette dynamique sera portée par l'ensemble des secteurs en général et par le secteur tertiaire en particulier en rapport avec la levée des mesures de restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Ainsi, la contribution à la croissance du secteur tertiaire passerait de 0,5 point de pourcentage en 2020 à 2,5 points en 2021. Concernant la contribution du secteur secondaire, elle devrait bondir de 0,3 point par rapport à 2020 pour se situer à 0,7 point de pourcentage en 2021. Quant à la contribution à la croissance du secteur primaire, elle serait de 2,2 points de pourcentage en 2021 en baisse de 0,5 point par rapport à 2020. Malgré le défi sécuritaire auquel le Niger est exposé et les chocs auxquels son économie reste confrontée, le pays a enregistré des performances économiques remarquables au cours de ces dernières années. Les perspectives demeurent encourageantes en lien avec le démarrage prévu en 2023 de l'activité de production du pétrole brut destiné à l'exportation, via le pipeline en construction entre le Niger le Bénin.
- La dynamique de l'économie du Niger est impulsée par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) sur la période 2017-2021 dont l'un des objectifs est d'aboutir à une croissance soutenue et inclusive.
- Les dépenses d'investissements publics dans le cadre du PDES et les dépenses réalisées dans le cadre de la lutte contre l'insécurité ont contribué à dégrader le solde budgétaire du Niger. Rapporté au PIB, le déficit budgétaire du pays est ressorti au-dessus de la norme communautaire de 3,0% sur la période 2016-2017. L'amélioration des performances des régies financières et les mesures prises par le Gouvernement pour la maîtrise des dépenses publiques ont permis de contenir le déficit budgétaire à 3,0% du PIB en 2018. Toutefois, le déficit s'est aggravé en 2019 et en 2020 en liaison avec le ralentissement de l'activité au cours de cette période. En raison de la persistance des répercussions de la COVID-19 sur les finances publiques, cette tendance serait maintenue en 2021 où le déficit budgétaire représenterait 6,9% du PIB après 5,3% et 3,6% respectivement en 2020 et en 2019.

- Le solde des transactions courantes s'est dégradé depuis 2016 en lien avec la détérioration de la balance commerciale qui a été fortement impactée entre 2018 et 2020 par la baisse des exportations d'uranium qui constitue le principal produit d'exportation du Niger. Rapporté au PIB, le solde de la balance commerciale est passé de -11,4% en 2016 à -12,2% en 2019 avant de s'établir à -13,2% en 2020. En perspective, le déficit du solde courant devrait se creuser davantage en 2021 notamment en raison de la hausse attendue des importations avant de s'améliorer à court terme, à la faveur de l'exportation du pétrole brut prévue pour 2023. Il représenterait -14,8% du PIB en 2021.
- La dégradation du solde budgétaire a contribué à accroître le taux d'endettement du Niger qui est passé de 32,8% en 2016 à 44,2% en 2020, soit une hausse de 11,4 points de pourcentage en 5 ans. En 2021, le taux d'endettement du Niger serait en légère hausse s'établissant à 44,5%. En dépit de cette tendance haussière, le taux d'endettement du Niger devrait rester en dessous du seuil de la norme communautaire fixé à 70% et demeure l'un des plus faibles dans la zone UEMOA.

SÉNÉGAL



Bref aperçu



Population :
14 356 575 habitants
(source : ANSD 2015)

Superficie :
196 712 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Dakar**



Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	6,4	7,4	6,2	4,4	1,5	3,7
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,8	2,2	0,5	1,0	2,5	1,6
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-3,3	-3,0	-3,7	-3,9	-6,4	-5,5
Taux d'investissement (en % du PIB)	25,2	29,6	32,5	33,6	32,0	31,8
Solde courant (en % du PIB)	-4,2	-7,3	-9,6	-8,1	-9,3	-11,1
Dettes globale (en % du PIB)	47,5	61,1	63,5	64,8	65,8	66,8

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

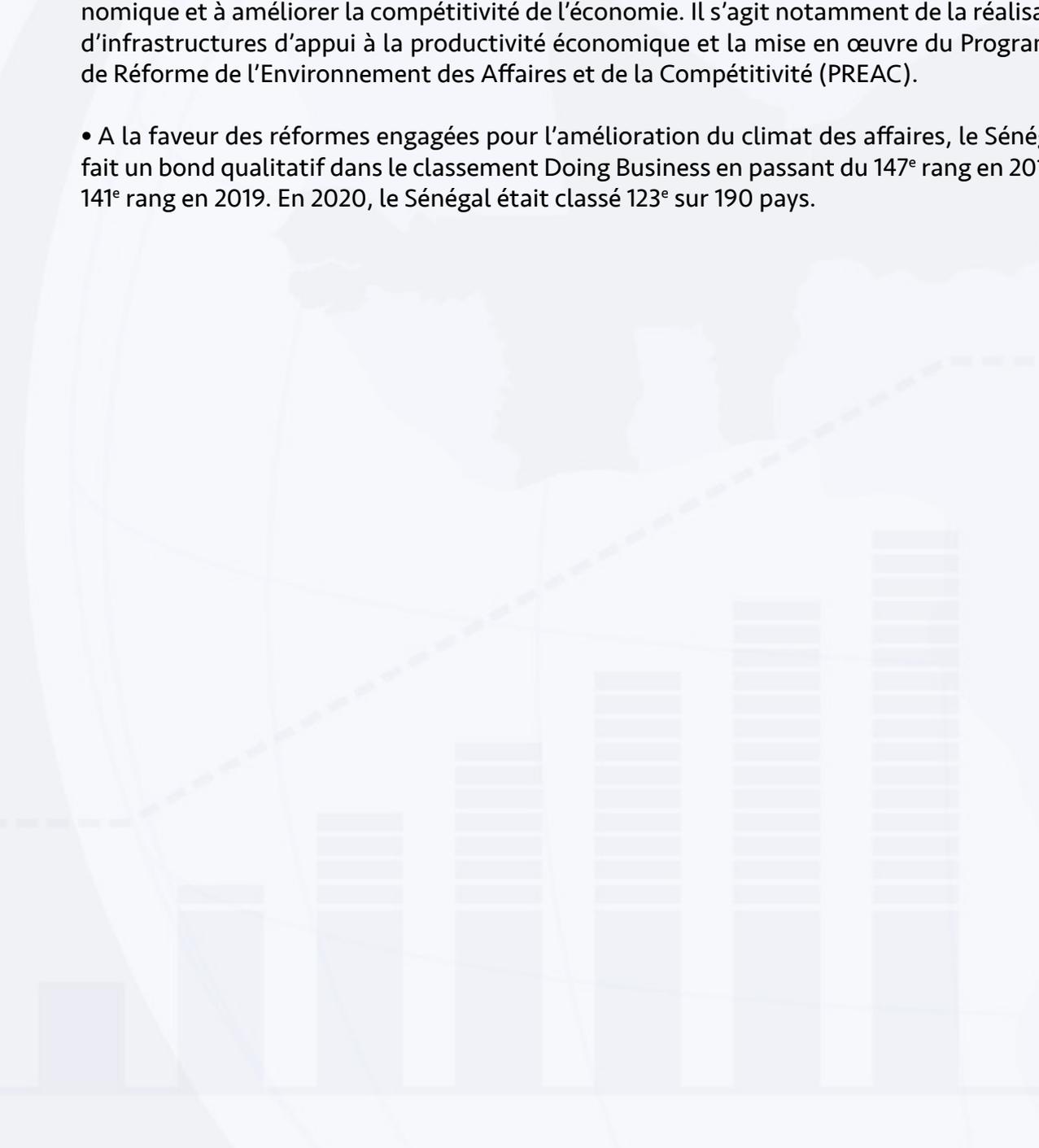
Points saillants

- Le Sénégal est l'une des démocraties les plus stables en Afrique. Avant l'adoption du Plan Sénégal Emergent (PSE) par le gouvernement en janvier 2014, le Sénégal a connu une longue période de croissance relativement lente. Après la mise en œuvre de la première phase du PSE sur la période 2014-2018, l'économie du pays a enregistré une croissance moyenne de 6,1% en 2018 à la faveur des réformes structurelles engagées par l'Etat.
- Les deux premières années de la mise en œuvre de la seconde phase du PSE ont été marquées par un ralentissement de la croissance de l'économie sénégalaise. En raison des effets néfastes de la COVID-19 sur l'activité, le taux de croissance du PIB est ressorti à 1,5% en 2020 contre 4,4% et 6,2% respectivement en 2019 et 2018. Les mesures inscrites dans le Programme de Résilience Economique (PRES) doublées du Plan d'actions prioritaires II (PAP 2A) ajusté et accéléré devraient jeter les bases d'une relance rapide et consolidée de l'économie nationale. En 2021, la croissance du PIB réel devrait atteindre 3,7% soit une progression de 2,2 points de pourcentage par rapport à 2020.
- La seconde phase du Plan Sénégal Emergent est prévue pour être mise en œuvre sur la période 2019-2023. Le PSE vise à terme l'émergence du Sénégal notamment à travers la transformation structurelle de l'économie et la croissance.
- L'inflation sur l'ensemble de la période 2016-2019 demeure faible et se situe en dessous du seuil de la norme communautaire de 3,0%. En 2020, le taux d'inflation est ressorti à 2,5% après 1,0% en 2019 et devrait chuter à 1,6% en 2021.
- Le déficit budgétaire du Sénégal s'est creusé au cours des trois dernières années. Rapporté au PIB, il est passé de 3,7% du PIB en 2018 à 3,9% du PIB en 2019 avant de s'établir à 6,4% du PIB en 2020. Cette tendance est entretenue par la réalisation des investissements prévus dans le cadre du PSE accentuée en 2020 par les répercussions négatives de la COVID-19 sur les finances publiques. En 2021, le déficit budgétaire rapporté au PIB devrait baisser de 0,9 point de pourcentage pour ressortir à 5,5% en lien avec l'accélération de la croissance.
- A l'instar des autres Etats membres de l'UEMOA, le solde du compte courant de la balance des paiements du Sénégal est structurellement déficitaire. En raison des conséquences de la COVID-19 sur les échanges extérieurs, le déficit du compte courant du pays s'est aggravé en 2020 après une amélioration un an plus tôt. Rapporté au PIB, il s'est établi à 9,3% en 2020 contre 8,1% en 2019. Le solde du compte courant devrait continuer à se dégrader en 2021 avec un niveau projeté de 11,1% du PIB. Cette dégradation du solde du compte courant est imputable à la poursuite des investissements prévus dans le PSE et ceux initiés dans le secteur des hydrocarbures (Gaz, Pétrole).



- Le Sénégal dispose d'un environnement politique et sociale stable. Le pays a réalisé d'importantes infrastructures et de nombreuses réformes visant à accroître la productivité économique et à améliorer la compétitivité de l'économie. Il s'agit notamment de la réalisation d'infrastructures d'appui à la productivité économique et la mise en œuvre du Programme de Réforme de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC).

- A la faveur des réformes engagées pour l'amélioration du climat des affaires, le Sénégal a fait un bond qualitatif dans le classement Doing Business en passant du 147^e rang en 2017 au 141^e rang en 2019. En 2020, le Sénégal était classé 123^e sur 190 pays.



TOGO



Bref aperçu

Superficie :
56 600 km²



Population :
6 191 155 habitants
(source : DGSCN 2012)

42% de la population
âgés de moins de **15 ans**
(source : DGSCN 2012)

Capitale : **Lomé**



Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel	5,6	4,3	5,0	5,5	1,8	5,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	3,8
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-6,1	-0,2	-0,6	1,6	-7,0	-2,6
Taux d'investissement (en % du PIB)	21,4	18,3	18,1	20,5	23,6	23,6
Solde courant (en % du PIB)	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-7,4	-6,2
Dettes globales (en % du PIB)	60,3	57,0	57,3	53,6	57,6	60,0

Sources : Services nationaux et BCEAO (Septembre 2021), sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2021)

Points saillants

- A la faveur de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE, 2013-2017), l'économie togolaise a enregistré une croissance moyenne de 5,4% sur la période 2013-2017. Afin de consolider les acquis du SCAPE, le Togo s'est doté d'un nouvel référentiel de développement pour la période 2018-2022 : le Plan National de Développement (PND 2018-2022). Le PND prend en compte les défis résiduels issus des revues de la SCAPE et est conforme aux engagements régional et international du Togo.
- Les premières années de la mise en œuvre du PND 2018-2022 ont été marquées par une accélération de l'activité économique. Ainsi, le taux de croissance réel du PIB est passé de 4,3% en 2017 à 5,0% en 2018 avant de s'établir à 5,5% en 2019. La COVID-19 a freiné cette dynamique de l'activité économique au Togo qui a connu une baisse de son rythme de croissance en 2020 s'affichant à 1,8%. La croissance devrait à nouveau s'accélérer à partir de 2021 avec un taux de croissance réel du PIB anticipé de 5,3%.
- L'activité économique au cours des cinq dernières années s'est déroulée dans un contexte marqué par une inflation maîtrisée. Le taux d'inflation est resté en dessous de 2,0% sur toute la période 2016-2020. Toutefois, une remontée du niveau général des prix est attendue en 2021 avec un taux d'inflation qui se situerait à 3,8%.
- A la faveur des initiatives mises en place pour l'amélioration de la mobilisation des recettes budgétaires et la maîtrise des dépenses publiques, le solde budgétaire du Togo s'est nettement amélioré sur la période 2016-2019. Le solde budgétaire rapporté au PIB est resté en dessous de la norme communautaire de 3,0% sur la période 2017-2019 et est même ressorti excédentaire en 2019. En revanche, le solde budgétaire est ressorti déficitaire en 2020 en raison de la faible progression des recettes de l'Etat et de la hausse importante des dépenses publiques imputable dans une large mesure aux dépenses consacrées à la riposte contre la pandémie de la COVID-19. Le déficit budgétaire s'est établi à 7,0% du PIB en 2020 et chuterait en 2021 pour se situer en dessous de la norme communautaire à 2,6% du PIB.
- Le déficit du compte des transactions courantes s'est aggravé en 2020 en s'établissant à 7,4% du PIB après 0,8% du PIB en 2019. Le déficit du compte courant devrait se réduire en 2021 et représenterait 6,2% du PIB en baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2020.
- Les mesures prises par l'Etat du Togo depuis 2017 afin de réduire le risque de refinancement et le poids du service de la dette dans le budget ont permis de contenir le taux d'endettement. Cet engagement de l'Etat togolais est conforme aux orientations du programme conclu avec le FMI sur la période 2017-2019 au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Selon



les estimations du FMI, le taux d'endettement du Togo est passé de 60,3% en 2016 à 57,3% en 2018 avant de chuter à de 53,6% en 2019. En 2020, le taux d'endettement du Togo a augmenté de 4 points de pourcentage pour se situer à 57,6% en lien avec l'aggravation du déficit budgétaire. En raison de la persistance des effets de la COVID-19 sur les finances publiques, le taux d'endettement pourrait atteindre 60,0% en 2021. Toutefois, le taux d'endettement devrait baisser à partir de 2022 dans la perspective de la réduction du déficit budgétaire.





UMOA-Titres

Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

